



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

COMPTES RENDUS

LECTURES

Dominique VERMERSCH, *Economie politique agricole et morale sociale de l'Eglise*.

Paris, Economica, collection *Economie agricole et agro-alimentaire*, 1997, 265 p.

Voici un livre au titre peu banal qui paraît chez Economica dans la série des ouvrages « d'économie agricole et agro-alimentaire ». N'est-ce pas en effet un paradoxe, voire même peut-être un non-sens, que de vouloir associer deux champs d'analyse et de réflexion qui relèvent de catégories conceptuelles ayant *a priori* peu de choses à voir entre elles et ne se situant pas sur le même plan ?

– d'un côté, « l'économie politique agricole », et notamment l'analyse économique de l'intervention publique en faveur de l'agriculture, qui fait l'objet d'une analyse critique fouillée et argumentée scientifiquement de la part d'un chercheur dont les compétences sont largement reconnues et attestées,

– de l'autre, « la morale sociale de l'Eglise » à laquelle adhère l'auteur, mais qui relève cette fois de la croyance religieuse, et qui lui sert en quelque sorte de grille de lecture pour interpellier les principes de base de la politique agricole, voire même les fondements de l'économie de marché telle qu'elle tend aujourd'hui à s'imposer de manière quasi universelle.

Pour lire avec profit cet ouvrage, il faut effectivement accepter cette double approche qu'assume et revendique Dominique Vermersch, sans qu'il soit nécessaire pour autant d'être soi-même un catholique convaincu. L'athée, l'agnostique ou le fidèle d'une autre religion y trouveront de nombreux sujets de méditation car les questions qui sont posées, à partir d'une pratique approfondie de l'analyse économique, appliquée à l'agriculture et aux domaines connexes, renvoient *in fine* à une réflexion de fond sur le comportement de l'individu dans la société et concernent à ce titre tout citoyen responsable. Plus spécifiquement, l'ouvrage fournira de précieux éléments de connaissance et d'interprétation à tous ceux, étudiants, enseignants, chercheurs, professionnels, fonctionnaires, décideurs qui s'interrogent sur le sens de l'évolution de l'agriculture et de la politique agricole et sur la manière dont l'économie traite de ces questions.

D'emblée, disons que l'on se situe au cœur des préoccupations actuelles concernant le secteur agricole et son devenir. Les trois premiers chapitres en particulier constituent une excellente synthèse des débats contemporains

concernant la politique agricole commune et les effets des choix qui ont été faits, qu'il s'agisse de la création du marché commun au début des années 60 (chapitre 1), de la réforme de la PAC de 1992 (chapitre 2), ou du compromis du GATT adopté un an plus tard (chapitre 3).

Les apports les plus originaux de D. Vermersch, qui s'appuient sur les travaux que lui-même ou certains de ses collègues ont pu conduire, concernent l'impact de la réforme de la PAC et les effets pervers d'une intervention publique qui se voulait pourtant plus efficace, moins inégalitaire, plus respectueuse de l'environnement que le régime antérieur de soutien des prix à un niveau élevé. De ce point de vue, il décortique avec précision ce qu'il appelle la « maldonne du nouveau soutien public » : accroissement de la hausse des rendements céréaliers provoqué par la baisse des prix grâce à la résorption des inefficacités techniques, incertitudes sur les possibilités réelles de substitution entre les céréales et les produits concurrents importés pour l'alimentation animale, généralisation des droits à produire avec une marchandisation plus ou moins occulte de ceux-ci, inéquité des systèmes d'aides directes attribuant une véritable rente foncière aux producteurs déjà les mieux pourvus, non rémunération de fait de l'entretien du paysage ou de la préservation de l'environnement... « *Sombre tableau* », comme dit l'auteur, qui stimule cependant fortement la pensée de l'économiste quant aux objectifs et à l'instrumentation de l'intervention publique en faveur du secteur agricole en cette période de préparation de « l'Agenda 2000 ».

Dans un registre plus spécifique, au chapitre 4, « Cultiver et garder l'environnement », il traite d'une question ardue mais qu'il maîtrise bien, puisqu'elle correspond à son domaine principal de recherche, et il en fait une présentation qui, malgré la complexité du problème, reste accessible. Elle a le mérite en particulier de bien préciser la notion d'externalité, dans ses deux composantes, pécuniaire et technologique, de rappeler les principes de l'optimum parétien et surtout d'explicitier la démarche coasienne et les principes qui sont retenus dans cette théorie pour traiter de la question des externalités : le marchandage des droits de propriété, la coordination traditionnelle à l'intérieur de la firme, l'intervention directe des pouvoirs publics et enfin le laisser-faire. L'application qui en est faite au domaine agri-environnemental se révèle particulièrement éclairante et renvoie à la question de la reconnaissance et de la rémunération des externalités technologiques agricoles.

Comme on l'a dit, l'inspiration chrétienne est revendiquée ; elle reste relativement discrète ou périphérique dans l'analyse de la politique européenne. Elle devient à l'inverse plus explicite, voire même prédominante, au fur et à mesure qu'avance l'ouvrage, l'agriculture, l'économie agricole ne constituant plus qu'une illustration de commentaires de portée plus générale. Au-delà de la lecture de l'agro-économiste, qui reste largement en terrain de connaissance dans les quatre premiers chapitres, on résumera quelques-unes des idées-clés concernant l'articulation entre le champ de l'économie (agricole) et celui de la morale sociale de l'Église catholique, qui constitue bien le cœur du projet de l'auteur, et on tentera, modestement, quelques commentaires.

Ainsi, dans le chapitre 3, pour apprécier les négociations du GATT et leurs implications, D. Vermersch fait appel à un critère d'évaluation « supérieur » proposé par l'Église, celui du bien commun universel (et de la préférence pour les pauvres), dépassant la loi du marché qui « ne peut s'inscrire en tout temps et en

tout lieu comme loi de justice ». De même les réflexions du chapitre 4 sur la protection de l'environnement se réfèrent à une « anthropologie de la création » et à la nécessité d'un développement de la conscience morale de l'humanité par rapport entre autres à la nature. Dans l'un et l'autre cas, on voit bien effectivement où se situent les enjeux : d'une part la nécessité d'instances de contrôle et de régulation à l'échelle mondiale, d'autre part la prise de conscience individuelle et les changements de comportement des habitants de la planète. L'appel à une « économie de la sobriété » pourra surprendre, voire faire sourire ; il n'est peut-être pourtant pas aussi dérisoire qu'il paraît quand on voit combien les sommets de la Terre paraissent peu efficaces pour promouvoir un développement durable face aux intérêts de toutes sortes, privés et nationaux.

Dans le chapitre 5, « Agriculture et science économique : la mise aux normes », la discussion du statut de « l'économie rurale » est l'occasion d'une réflexion plus large sur l'invasion de la discipline économique par le paradigme néo-classique et sur le caractère à la fois réducteur et impérialiste de ce paradigme. D. Vermersch s'interroge sur la manière de traiter le véritable sujet de la science économique qui, selon lui, se rapporte à la justice et plus précisément à la justice sociale, l'allocation optimale des ressources n'étant qu'un moyen pour parvenir à ce but. Si l'on retrouve bien ici l'une des questions centrales de l'économie, à savoir l'arbitrage entre équité et efficacité (qui court en filigrane tout au long de l'ouvrage), l'auteur exprime ses craintes par rapport à une prédominance de fait de la seule rationalité marchande comme règle de conduite la meilleure possible pour atteindre l'objectif ultime. Fonder l'analyse économique sur les principes de l'hédonisme et de l'individualisme méthodologique lui semble de ce point de vue contraire aux préceptes de l'Eglise, car prônant un relativisme éthique antinomique avec l'existence d'une loi morale supérieure et la recherche du bien commun. On ne peut nier que ce type d'interrogation mérite d'être pris en compte, même si l'on est en désaccord avec l'idée de l'existence d'une vérité transcendante telle qu'elle est enseignée par la religion ; n'est-on pas d'ailleurs en train de voir une autre transcendance s'imposer, celle du marché ?

Ce type de réflexion se poursuit dans le chapitre 6 : « A la recherche du juste prix ». Question étonnante *a priori*, pour l'économiste, au moins posée dans ces termes, et qui touche à des concepts de base : l'utilité, la valeur, le prix comme moyen d'affectation des ressources, privées mais aussi publiques, et comme instrument d'équité et de préservation du bien commun. Pour l'auteur, se référant toujours à l'enseignement de l'Eglise, le prix de marché peut jouer ce rôle, et donc constituer un « juste prix », mais ceci suppose que l'agent économique, producteur ou consommateur, ne se réfère pas à son seul intérêt individuel, mais tienne compte dans ses choix des exigences de la loi morale et de la justice sociale. Le raisonnement n'est pas dénué d'intérêt mais n'est-il pas un peu irréaliste ou utopique par rapport à nos sociétés laïques contemporaines où les normes générales de comportement ne sont plus en majorité dictées par la croyance en une morale d'essence divine ou même naturelle ; ne faut-il pas plutôt s'interroger sur les règles à inventer pour modifier les comportements individuels et atteindre cet objectif d'un juste prix ?

La conclusion de l'ensemble de la démarche c'est bien évidemment le chapitre 7, au titre d'ailleurs un peu énigmatique pour le non spécialiste, « L'économie agricole en quête d'un jubilé social », où l'auteur invite en quelque sorte à une remise des compteurs à zéro, comme lors des jubilés décrits dans

la Bible où les esclaves étaient libérés et les terres redistribuées. Dans cette re-fondation qui est proposée, D. Vermersch cherche à montrer comment les principes et les composantes de la morale sociale de l'Eglise ont encore quelque chose à dire aujourd'hui en cohérence avec les préoccupations inscrites au cœur de l'homme et de la société: la dignité, la solidarité, l'équité, la préservation de l'avenir. Il suggère même que l'abandon de ces références peut conduire à des impasses comme en témoigne selon lui l'exemple de la JAC (acteur important de la modernisation des campagnes) qui, faute d'avoir tenu ses principes initiaux, s'est laissé entraîner par les sirènes de l'utilitarisme au détriment du principe moral du bien commun.

Notre analyse ne constitue bien sûr qu'un résumé partiel des questions traitées par l'auteur. Les points de vue qu'il développe n'emportent pas nécessairement l'adhésion, mais ils n'en suscitent pas moins des interrogations pertinentes, comme on l'a vu tout au long des chapitres, sur des aspects fondamentaux de l'économie, en tant que discipline et en tant que composante de la vie en société. Il subsiste certes quelques imperfections: des redites, parfois des clichés, des redondances, voire certaines contradictions, des affirmations un peu hâtives, mais ce ne sont là que défauts de jeunesse et, en attendant peut-être un prolongement à cet essai (et aux réactions qu'il ne va pas manquer de susciter), on ne peut que recommander cette lecture extrêmement stimulante qui montre bien comment on peut être à la fois un chercheur économiste professionnel et en même temps ne pas être étranger aux grandes interrogations qui agitent le monde.

Pierre DAUCÉ
ENSA, Rennes